

Les échanges mondiaux d'invisibles : une mise en perspective statistique

Anton Brender et Joaquim Oliveira-Martins*

L'ouverture de discussions internationales sur les échanges d'invisibles attire l'attention sur ce qui constitue, sans jeu de mots, une zone d'ombre des relations économiques internationales ¹. Cette attention nouvelle coïncide d'ailleurs avec une prise de conscience du rôle des services dans l'équilibre interne des économies industrielles. Si désormais le secteur tertiaire crée, dans ces économies, l'essentiel des emplois, ne peut-on envisager aussi que les ventes de services puissent représenter à l'avenir, pour certaines d'entre elles au moins, une source de recettes aussi importante que les exportations industrielles ?**

C'est cette question que le présent article tente d'éclairer en montrant quelle est aujourd'hui la place des échanges d'invisibles dans les échanges mondiaux, quel rôle ils jouent dans l'équilibre courant des différents pays et quelles sont les concurrences qui s'esquissent à l'échelle mondiale.

* Anton Brender est directeur-adjoint au CEPII et Joaquim-Oliveira-Martins fait partie du département « Prospective industrielle mondiale ».

** Ce travail s'inscrit au sein d'un ensemble de réflexions sur les services engagées notamment dans le cadre du programme FAST de la CEE et en collaboration avec le Center for economic policy studies.

1. Un certain nombre d'études récentes ont ainsi été publiées : « Les services et le développement », étude du secrétariat de la CNUCED, 1984. « Rapport sur les implications d'une libéralisation des échanges de services » : A. Bressand, Ministère des Relations extérieures, 1984.

La place des invisibles dans les échanges internationaux.

Toute cette analyse s'appuie sur les statistiques de balances de paiements publiées par le FMI². Malgré leurs limites, elles donnent une vision d'ensemble des échanges mondiaux de services. Dans cette première étape apparaissent les grands traits de leur géographie et comment celle-ci s'est déformée au cours des quinze dernières années. Deux images des flux mondiaux d'invisibles sont présentées : le tableau 1 porte sur le tournant des années 1960-1970, le tableau 2 sur le début des années 1980. Dans les deux cas, pour atténuer les influences conjoncturelles, le raisonnement est fait sur les flux moyens de trois années : 1969 - 1970 - 1971 et 1980 - 1981 - 1982.

TABLEAU 1

Les flux d'invisibles au tournant des années 1960-1970

(flux annuels moyens de 1969 - 1970 - 1971)

En milliards de dollars

	Grands pays industriels		Autres pays industrialisés		Pays membres de l'OPEP		Autres pays en développement		Pays de l'Est et organisations internationales		Total des crédits mondiaux
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Services facteurs											
Revenus liés au travail	4,2	- 7,2	4,1	- 1,1	0,3	- 0,5	1,2	- 0,9	0	0	9,8
Revenus de la propriété industrielle et de l'investissement direct	11,6	- 4,1	0,7	- 1,8	0,0	- 4,0	0,1	- 1,6	—	—	12,4
Intérêts	13,6	- 11,1	1,7	- 3,5	0,3	- 0,2	0,7	- 1,8	1,0	- 0,4	17,3
Services non-facteurs											
Opérations officielles, dont transferts	10,2	- 14,4	1,9	- 1,7	0,6	- 0,7	4,6	- 1,1	3,1	- 2,9	20,4
Voyages	10,8	- 12,4	4,8	- 3,6	0,3	- 0,6	2,7	- 2,2	0	0	18,6
Transports	19,2	- 17,9	6,7	- 5,4	0,4	- 1,0	1,9	- 3,8	0	0	28,3
Autres services	10,2	- 8,9	2,4	- 3,1	0,2	- 1,0	1,1	- 1,7	0	- 0,2	13,9

Source : base CHELEM « Balance des paiements » (version harmonisée).

2. Voir annexe I, p. 91.

TABLEAU 2

Les flux d'invisibles au début des années 1980

(flux annuels moyens de 1980 - 1981 - 1982)

En milliards de dollars

	Grands pays industrialisés		Autres pays industrialisés		Pays membres de l'OPEP		Autres pays en développement		Pays de l'Est et organisations internationales		Total des crédits mondiaux
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Services facteurs											
Revenus liés au travail	14,2	- 27,8	13,5	- 3,3	0,4	- 8,6	12,4	- 4,0	0,4	0,0	40,9
Revenus de la propriété industrielle et de l'investissement direct	47,1	- 19,4	2,5	- 5,6	0,7	- 18,5	1,1	- 6,1	0,0	0,0	51,4
Intérêts	187,4	- 147,4	12,5	- 35,3	26,0	- 6,6	17,4	- 48,3	7,4	- 13,5	250,7
Services non-facteurs											
Opérations officielles, dont transferts	63,7	- 62,1	11,3	- 6,1	1,6	- 26,6	19,6	- 4,9	24,1	- 22,9	120,3
Voyages	53,0	- 60,0	21,0	- 15,0	3,0	- 8,8	18,5	- 13,4	0,3	- 0,1	95,8
Transports	88,6	- 77,0	30,0	- 22,5	4,8	- 15,4	18,3	- 24,6	0,6	- 0,6	142,3
Autres services	78,8	- 61,1	17,0	- 19,5	3,2	- 22,8	23,6	- 19,5	3,6	- 4,4	126,2

Source : base CHELEM « Balance des paiements » (version harmonisée).

Des opérations de poids très différents

Les flux d'invisibles (transferts inclus) ont été regroupés en sept catégories qui détaillent l'opposition traditionnelle entre « services facteurs » et « services non-facteurs ». Par recettes au titre des « services facteurs » on entend les flux liés à la rémunération de « facteurs de production » (capital ou travail) *loués* par le pays à l'étranger ; les recettes au titre des échanges de services non facteurs désignent la rémunération de la *vente* de telle ou telle prestation de service à l'étranger.

Les deux premières catégories d'opération retenues portent sur des « services facteurs » ou des transferts. Elles regroupent les flux liés à la rémunération de facteurs de production nationaux, main-d'œuvre ou capital industriel, pour leur participation directe à une activité de production à l'étranger.

a) La première catégorie d'opérations comprend l'ensemble des revenus liés au travail à l'étranger de ressortissants nationaux. Sont regroupés aussi bien les reve-

nus du travail à proprement parler que les transferts privés (qui résultent pour une large part de transferts d'économies par les travailleurs migrants). C'est donc l'ensemble des recettes qu'un pays dérive du travail à l'étranger d'une partie de sa main-d'œuvre nationale. Au début des années 1980, ces opérations représentaient des flux mondiaux d'environ 40 milliards de dollars.

b) La deuxième catégorie d'opérations regroupe les revenus d'investissements directs et de la propriété (dans ce dernier poste, d'ailleurs de faible taille, les brevets et licences ont un poids prépondérant). Ces opérations, qui représentaient au début des années 1980 une cinquantaine de milliards de dollars, sont liées aux différentes formes que peut prendre, pour les entreprises l'internationalisation de la production. Pour un pays donné, le regroupement effectué, mesure les ressources tirées de l'exploitation directe à l'étranger du « savoir-faire » et des ressources propres de ces entreprises³.

Toutefois ne figurent pas dans la catégorie précédente les recettes d'intérêts (et les dividendes). Bien qu'ils appartiennent aux « services facteurs », ils ne rémunèrent pas une participation *directe* à l'activité d'un pays étranger : ils sont la trace des prêts et emprunts effectués au cours des périodes antérieures entre les agents résidents et le reste du monde. Au niveau mondial, ces flux d'intérêts et de dividendes sont donc le reflet de la distribution passée des déficits et des excédents ainsi que des conditions dans lesquelles ces déficits ont été financés et ces excédents placés. Au début des années 1980, ces flux d'intérêts et dividendes représentaient 250 milliards de dollars soit à peu près cinq fois plus que les revenus de l'investissement direct et de la propriété industrielle.

Les quatre catégories d'opérations suivantes portent sur les « services non-facteurs » : un premier ensemble comprend d'une part, les opérations gouvernementales où sont regroupés les services rendus entre ou par des agents officiels (dans le domaine militaire en particulier) et d'autre part les transferts publics de façon à faire apparaître l'ensemble des opérations invisibles dont le ressort n'est pas dans la sphère de l'économie privée. Au début des années 1980, ces opérations portaient sur un total de 120 milliards de dollars.

Viennent ensuite les « services non-facteurs » échangés entre des agents privés : c'est à eux que l'on pense souvent lorsqu'il est question d'échanges de services. On distingue trois catégories : voyages, transports, et autres services :

— les opérations enregistrées au titre des crédits et débits de la rubrique « voyages » portent en majorité sur des achats de services (hôtellerie, restauration, transports...) par des non résidents. Au début des années 1980, les flux internationaux de voyages représentaient près d'une centaine de milliards de dollars ;

3. Rappelons toutefois que les flux recensés portent sur les seuls bénéficiaires rapatriés.

— la deuxième grande rubrique comprend les opérations liées aux transports : 140 milliards de dollars ;

— pour les « autres services », où sont réunies des activités aussi diverses que la publicité et l'engineering, le négoce international et la construction..., au début des années 1980, les flux d'échanges internationaux étaient, avec près de 130 milliards de dollars, d'un ordre de grandeur voisin de celui des échanges de transports, mais égaux à seulement la moitié de celui des paiements d'intérêts.

Un faible dynamisme des échanges pour la plupart des opérations d'invisibles

Quelle a été la progression de ces sept catégories d'opérations de la fin des années 1960 au début des années 1980 ? Entre ces deux dates la place des flux d'invisibles dans l'activité économique mondiale s'est sensiblement accrue : rapporté au PIB mondial, leur poids est passé de 3,8 à 6,8 %. Cette progression n'est toutefois guère plus rapide que celle des échanges de marchandises : la valeur des flux d'invisibles rapportée à celle des flux de marchandises est passée, sur la période, de 20 à 22 %. Et surtout au sein des invisibles les taux de progression sont loin d'avoir été les mêmes.

Ainsi, les opérations liées à la rémunération des facteurs pour leur participation directe à une production à l'étranger ont progressé sensiblement moins vite que les échanges de marchandises :

- les revenus de l'investissement direct et de la propriété industrielle continuent de ne représenter début 1980 comme fin 1960 que 0,4 % du PIB mondial ;
- les revenus et transferts liés au travail à l'étranger d'une main-d'œuvre nationale sont passés de 0,35 à 0,40 % du PIB mondial.

A l'opposé les paiements d'intérêts apparaissent, de très loin, comme le poste le plus dynamique : c'est désormais 2 % du PIB mondial qui sont redistribués entre les nations par ce canal contre seulement 0,5 % à la fin des années 1960. Rapporté aux échanges de marchandises le poids des paiements d'intérêts est passé de 3 % à 7 % environ. C'est ainsi à la montée des taux d'intérêt et aux déséquilibres passés des échanges des marchandises que les flux d'invisibles doivent leur progrès les plus spectaculaires.

La croissance des opérations des agents gouvernementaux a en effet, été beaucoup plus modérée, moindre que celle des échanges de marchandises et leur part dans le PIB mondial est passée de 0,7 à 1 %. De même, deux des trois catégories de services non-facteurs ont connu des taux de progression modestes : le poids des dépenses internationales de voyages est passé de 0,6 à 0,8 % du PIB mondial, celui

des échanges de transports de 0,9 à 1,2 %. Seuls les « autres services » ont connu une progression relativement forte (moindre toutefois que celles des paiements d'intérêts). Sur la période étudiée, les échanges internationaux ont été multipliés par 10 et leur part dans le PIB mondial est passé de 0,4 à 1 %.

Au total, la part des échanges privés de « services non-facteurs » dans l'ensemble des échanges d'invisibles a régressé passant de 50 % à la fin des années 1960 à moins de 45 % au début des années 1980.

L'amorce d'une nouvelle configuration géographique des échanges de services

Si maintenant on s'intéresse non plus à la place des différentes opérations mais au rôle des grandes régions du monde dans les échanges de services un fait domine : les grands pays industriels⁴ occupent une place prépondérante. Entre le début et la fin de la période étudiée un certain nombre d'évolutions n'en méritent pas moins d'être notées.

Ainsi, la part des seuls grands pays industriels dans les recettes mondiales d'invisibles est, fin 1960 comme début 1980, proche des deux-tiers. Au niveau du tiers restant, un certain nombre de changements importants sont toutefois intervenus : la part des autres pays industrialisés⁵ a baissé au profit des régions du Sud (OPEP et autres pays en développement).

L'analyse détaillée de cette évolution, montre que les autres pays industrialisés enregistrent partout un recul sensible de leur part dans les recettes mondiales d'invisibles. Pour les services non-facteurs, les progrès des régions du Sud ont toutefois été tels qu'ils ont impliqué aussi un recul sensible de la part des grands pays industriels. Ainsi, pour les ventes d'« autres services », où la part des pays en développement non-OPEP est désormais proche de 20 %, le poids des grands pays industriels a reculé de 73 % à 62 % (celle des autres pays industriels tombant de 17 à 13 %). C'est donc à l'importance de leurs recettes d'intérêts, et plus généralement de leurs recettes de services non-facteurs, que les grands pays industriels doivent le maintien de leur position pour l'ensemble des recettes invisibles.

En ce qui concerne maintenant la répartition des débits mondiaux d'invisibles, la part des grands pays industriels connaît une baisse non négligeable puisqu'elle passe de 63 % en début de période, à 54 % en fin de période. Là encore les pays du Sud progressent tandis que les autres pays industriels régressent. Mais les évolutions sont très contrastées selon les opérations. Pour tous les paiements qui ne sont pas

4. L'ensemble des grands pays industriels est formé par les Etats-Unis, le Japon, la CEE et les Pays alpins (Suisse et Autriche).

5. Les autres pays industrialisés comprennent les pays de l'OCDE qui ne font pas partie des grands pays industriels.

liés à la rémunération du capital (revenu de l'investissement direct et de la propriété, intérêts), le poids des débits de l'OPEP dans les débits mondiaux progresse fortement : il passe de 4 % à 22 % pour les opérations gouvernementales, de 5 % à 20 % pour les rémunérations liées au travail, de 7 % à 18 % pour les autres services...

Le progrès de la place des autres pays en développement dans les paiements mondiaux d'invisibles obéit à une logique très différente : c'est surtout l'importance des intérêts payés qui l'explique, leur part dans les autres opérations évoluant relativement peu.

C'est à affiner cette première analyse des « spécialisations » qui s'établissent dans le domaine des invisibles qu'est consacrée la partie suivante.

Echanges d'invisibles et division internationale du travail

Il s'agit maintenant d'examiner la place qu'occupent les invisibles dans la spécialisation des différents pays ou zones qui apparaissent dans la base CHELEM*. Cette analyse est menée à l'aide d'un indicateur de contribution au solde qui permet de faire apparaître le rôle joué, dans la formation du solde courant des différents pays (ou zones), par les échanges de marchandises pris dans leur ensemble d'une part, les différentes opérations invisibles de l'autre (*encadré*). Dans une étude précédente⁶, ce même indicateur avait été appliqué à un détail de 25 opérations sur marchandises et services : se concentrer sur le seul détail des services permet de préciser un certain nombre de traits de la division internationale du travail.

En effet, il est possible de distinguer dans l'économie mondiale deux sous-ensembles de pays (ou zones) entre lesquels les échanges de marchandises établissent une complémentarité étroite. Le premier correspond aux grands pays industriels, pour lesquels les échanges de biens intermédiaires et de biens d'équipement (moteurs et machines, matériels de transport) apportent une contribution structurellement positive au solde courant ; le second (les autres pays industrialisés, les pays de l'OPEP et les autres pays en développement) constitue la « périphérie » du précédent et est composé des pays pour lesquels ces mêmes produits apportent une contribution structurellement négative au solde courant. A cette première opposition, s'ajoute celle qui oppose les pays (ou zones) auxquels les invisibles apportent une contribution positive au solde courant et ceux auxquels ils apportent une contribution négative. Les premiers vendent au reste du monde des services pour régler leur déficit commercial, les seconds à l'inverse utilisent leur excédent pour régler le déficit de leurs échanges de services.

6. Economie mondiale : la montée des tensions, rapport du CEPPII, *Economica*, 1983, chapitre 2. Dans la suite de ce texte le terme *périphérie* est employé au sens défini dans cette étude.

* Voir en annexe 2 la liste et le contenu des zones (p. 94).

Indicateurs utilisés

Pour apprécier les principales lignes de force des échanges, deux indicateurs ont été utilisés¹ :

— Dans une optique zones, l'indicateur de contribution au solde met en évidence les contributions structurelles des différentes opérations à la formation du solde courant. Sa lecture permet donc un regard sur les formes d'insertion dans la division internationale du travail.

$$C(i) = \left[\frac{C_i - D_i}{C_i + D_i} - \frac{C. - D.}{C. + D.} \right] \frac{C_i + D_i}{C. + D.}$$

— Dans une optique mondiale, l'indicateur de position sur les marchés illustre la distribution des excédents et déficits des différentes zones dans un marché international.

$$P(i) = \frac{C_i - D_i}{W_i}$$

— Notations pour une zone donnée,

C_i = crédits de l'opération considérée

D_i = débits de l'opération considérée

$C.$ = total crédits d'opérations courantes

$D.$ = total débits d'opérations courantes

W_i = flux mondiaux pour l'opération i .

Sur les graphiques on a trié les opérations et les zones de façon à ne faire apparaître que les principales lignes de force des échanges.

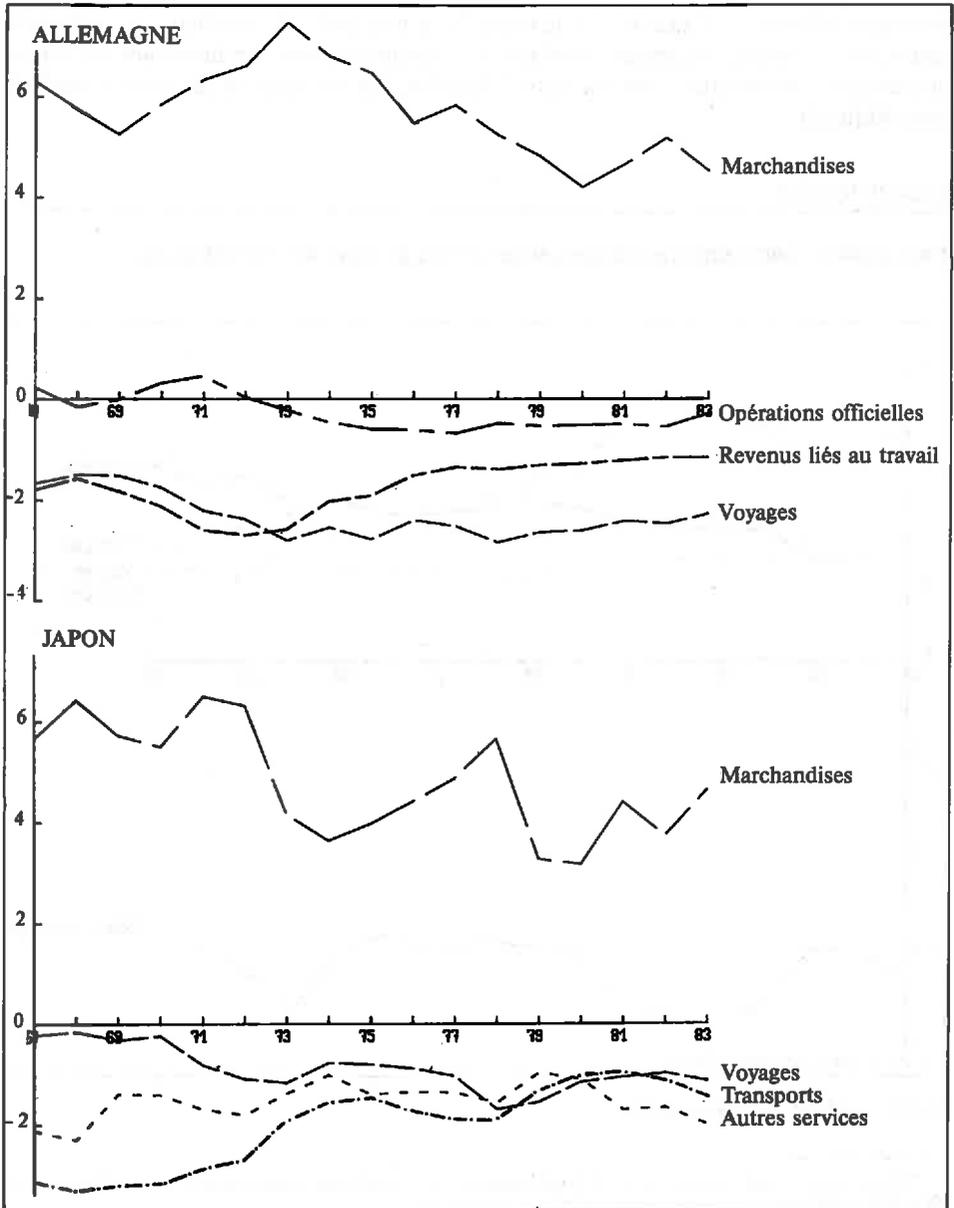
1. Voir, pour plus de détails le rapport du CPEII, Economie mondiale : la montée des tensions, *Economica* 1983, p. 97-99.

La contribution des invisibles au solde courant des grands pays industriels

L'Allemagne et le Japon sont les pays dont la spécialisation est la plus complémentaire de celle de la « périphérie » des grands pays industriels : ils sont exportateurs nets des biens intermédiaires et des biens d'équipement dont la périphérie est importatrice nette. Cette spécialisation industrielle est dans leur cas si marquée qu'elle leur permet de faire apparaître une contribution positive de l'ensemble des échanges de marchandises qui compense un important déficit des invisibles (graphique 1).

GRAPHIQUE 1

Allemagne et Japon : une contribution structurellement négative des invisibles

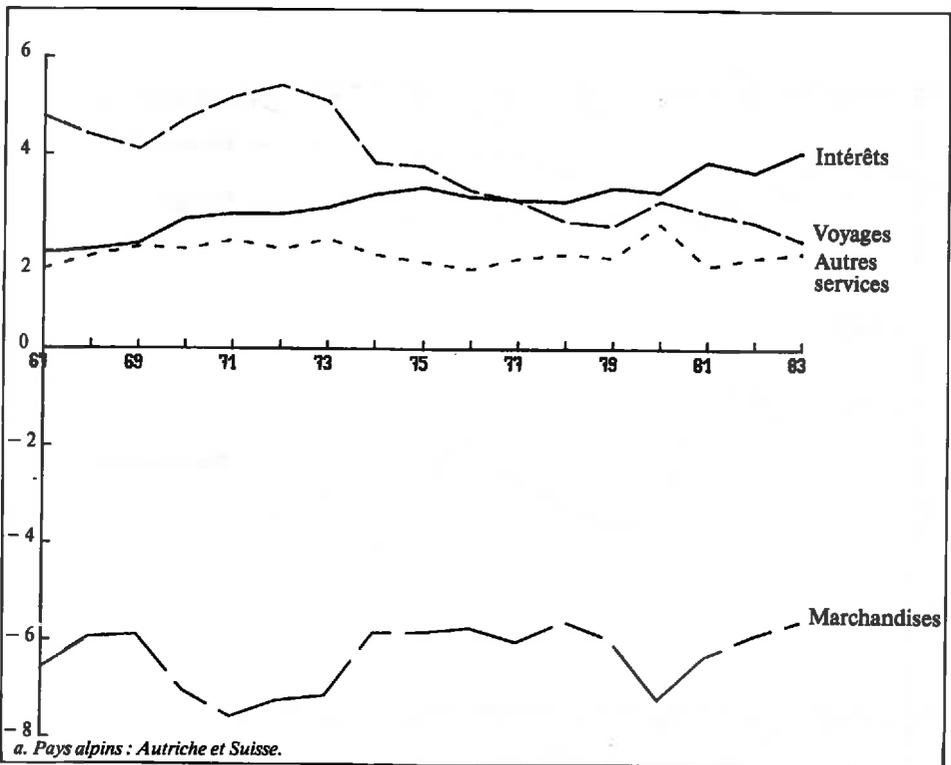


Source : CHELEM - Balance des paiements

Cette situation est toutefois exceptionnelle au sein des pays industriels. En règle générale, leur balance courante est caractérisée par une contribution négative du solde commercial compensée par des excédents sur les invisibles. La situation la plus typique est celle de la zone pays alpins. La contribution du solde commercial est continuellement négative et située à 6 %, à peu près, de la valeur des échanges courants ⁷ ; elle est compensée par une contribution positive des invisibles avec trois opérations dominantes : les revenus d'intérêts, les voyages et les autres services (graphique 2).

GRAPHIQUE 2

Pays alpins : une contribution structurellement positive des invisibles (a)



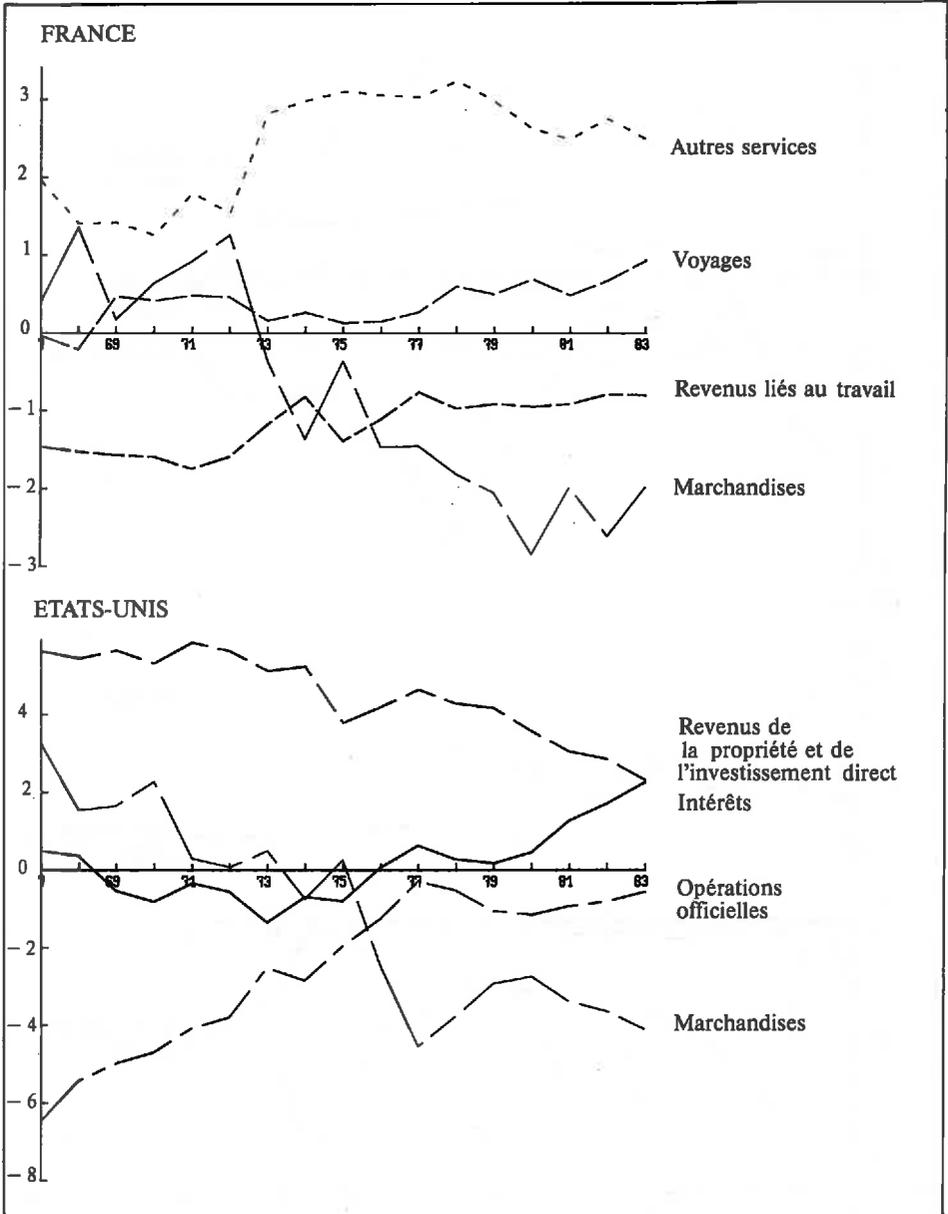
Source : CHELEM - Balance des paiements

7. C'est une interprétation approximative de l'indicateur, si l'on considère que le solde courant est équilibré. En effet dans ce cas la formule se simplifiant on obtiendrait :

$$C(i) = \frac{Ci - Di}{C. + D.}$$

GRAPHIQUE 3

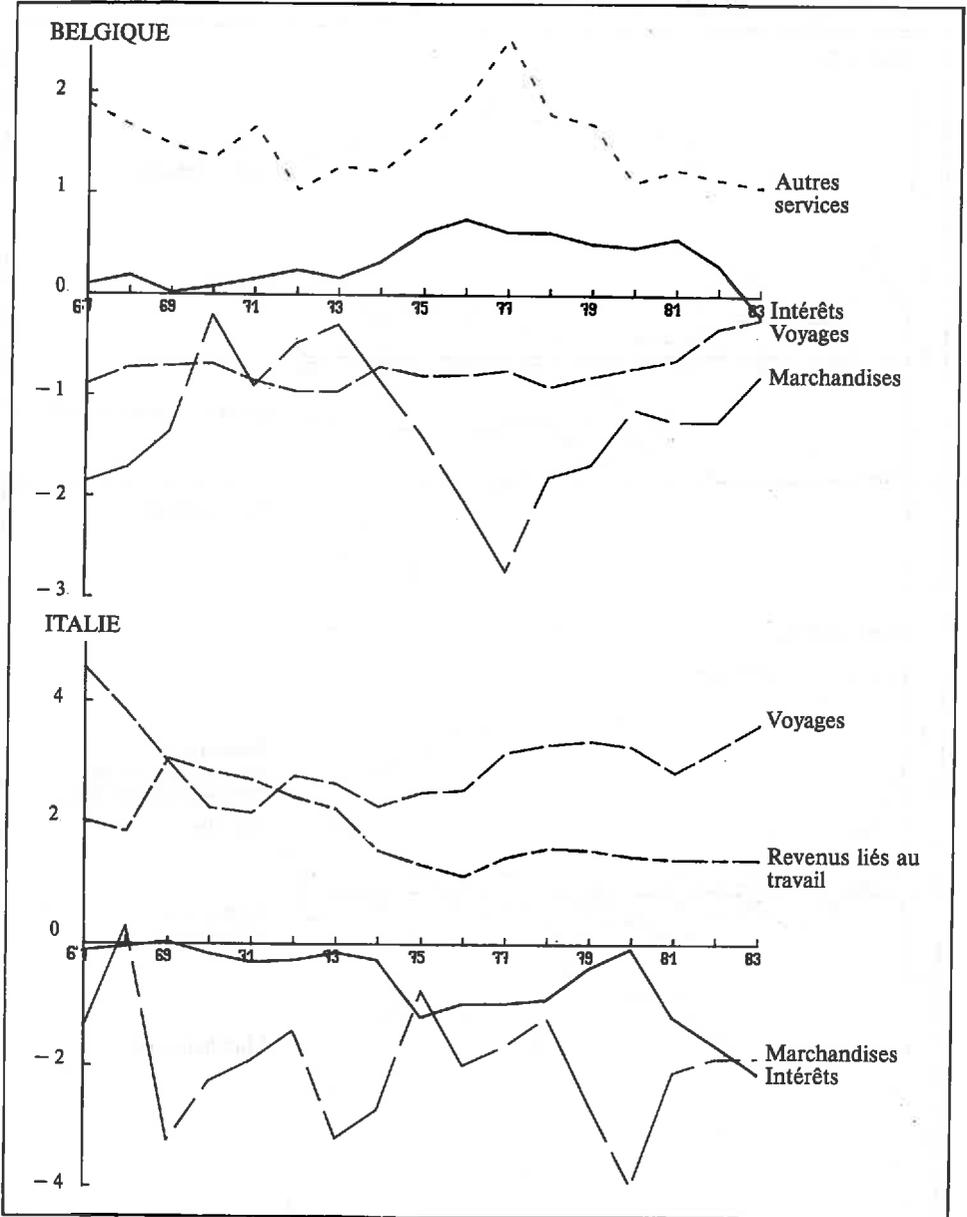
France et Etats-Unis : une détérioration de la contribution du solde commercial compensée par un progrès des invisibles



Source : CHELEM - Balance des paiements

GRAPHIQUE 4

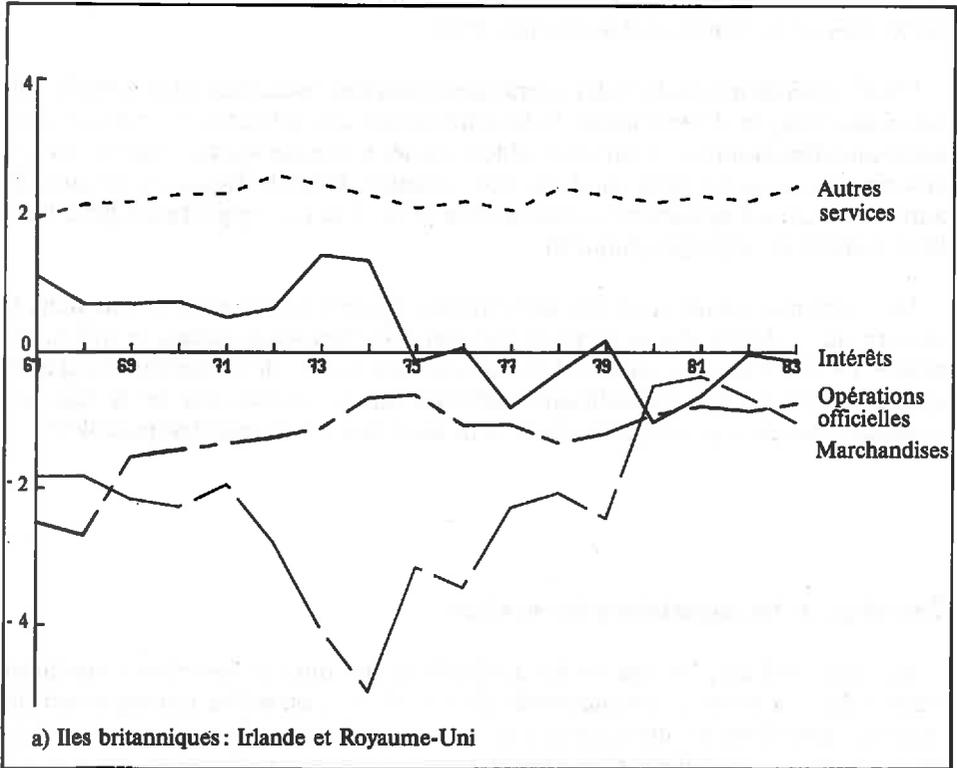
Le cas de la Belgique et de l'Italie



Source : CHELEM - Balance des paiements

GRAPHIQUE 5

Les Iles britanniques (a)



Source : CHELEM - Balance des paiements

Les Etats-Unis ont une spécialisation marchandises/services qui tend à se rapprocher de celle des pays alpins (graphique 3). Elle est marquée en effet par une dégradation de la contribution des échanges de marchandises, désormais sensiblement négative, compensée principalement par des revenus de la propriété et de l'investissement direct ainsi que des recettes d'intérêts. Il faut noter, en outre, la disparition, depuis le milieu des années 1970 de la contribution très négative des opérations officielles (liée en particulier aux aides militaires).

L'évolution de la structure des opérations courantes françaises est proche de celle des Etats-Unis, la détérioration de la contribution des échanges de marchandises étant toutefois compensée par un excédent sur les autres services (complété par une contribution positive mais modeste des voyages). Pour la Belgique, ce sont les autres services qui apportent la contribution positive la plus importante, pour l'Italie ce sont les voyages (graphique 4).

Le graphique relatif aux Iles britanniques (graphique 5) est original dans la mesure où le déficit des opérations sur marchandises tend, depuis le milieu des années 1970, à s'annuler (grâce à l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord) alors que se maintient une spécialisation affirmée sur les opérations de la rubrique « autres services » qui compense désormais un déficit sur le reste des invisibles⁸.

Les régions importatrices de services

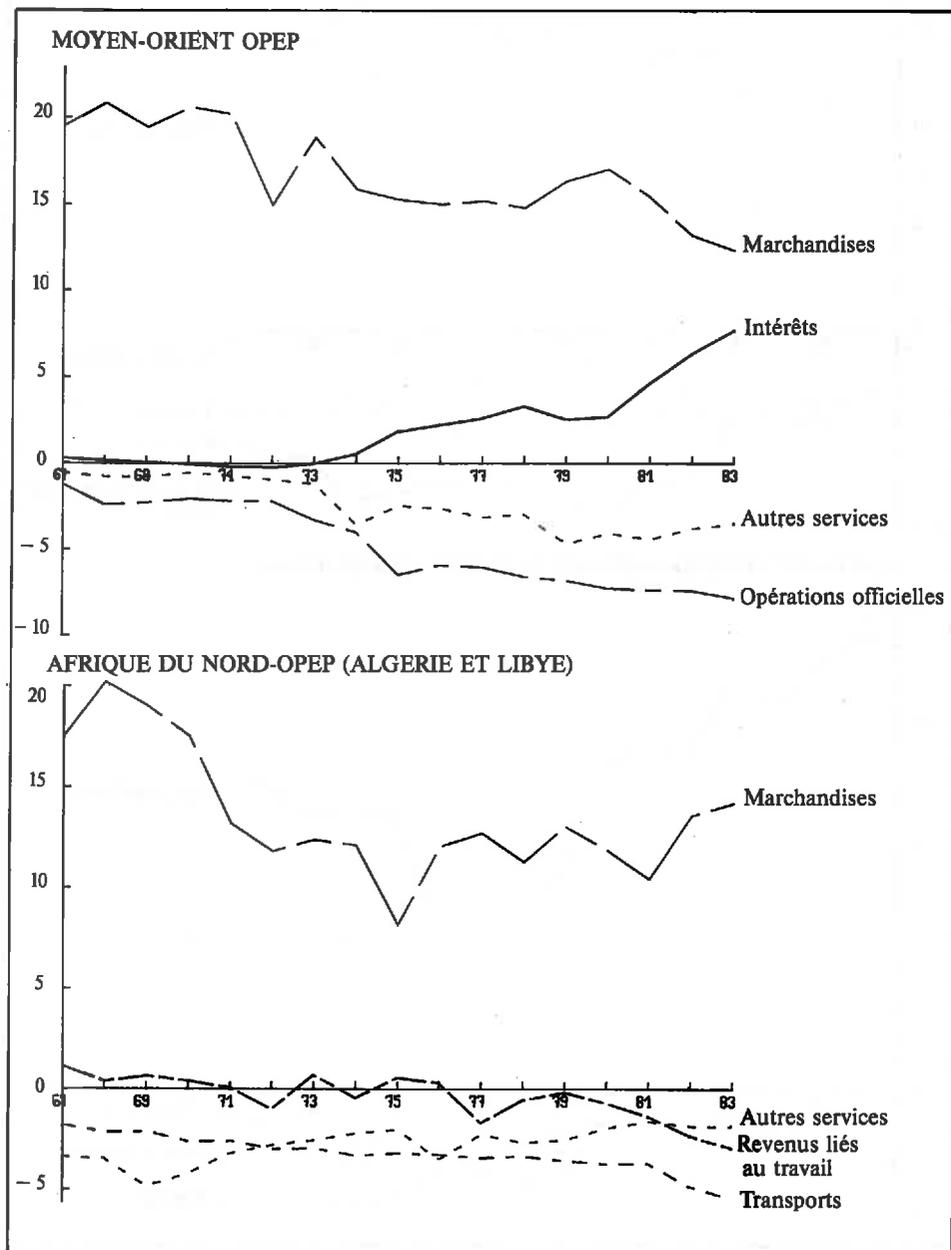
En règle générale, les régions de la périphérie qui ont une insertion « traditionnelle » dans la division internationale du travail — c'est-à-dire qui exportent des matières premières ou des produits de leur première transformation pour régler leurs importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires — ont une spécialisation marquée et l'ensemble de leurs échanges de marchandises doit leur permettre de dégager l'excédent nécessaire au règlement de leur déficit de services.

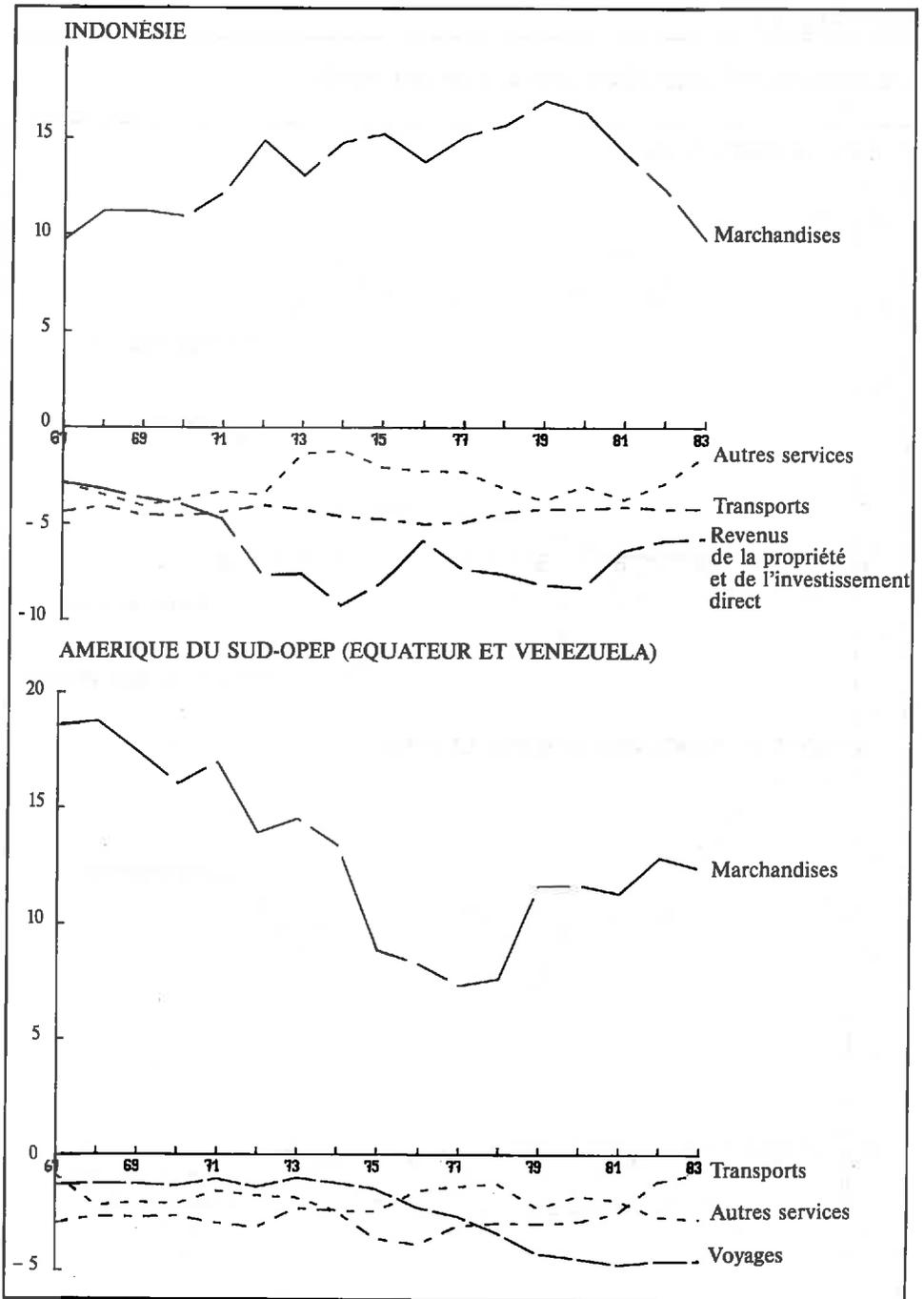
C'est le cas d'abord de l'ensemble des zones membres de l'OPEP, dont la spécialisation très forte se traduit par une contribution positive du solde commercial supérieur à 10 % des échanges courants, contribution qui leur permet de couvrir des achats d'autres services et de transports (graphique 6).

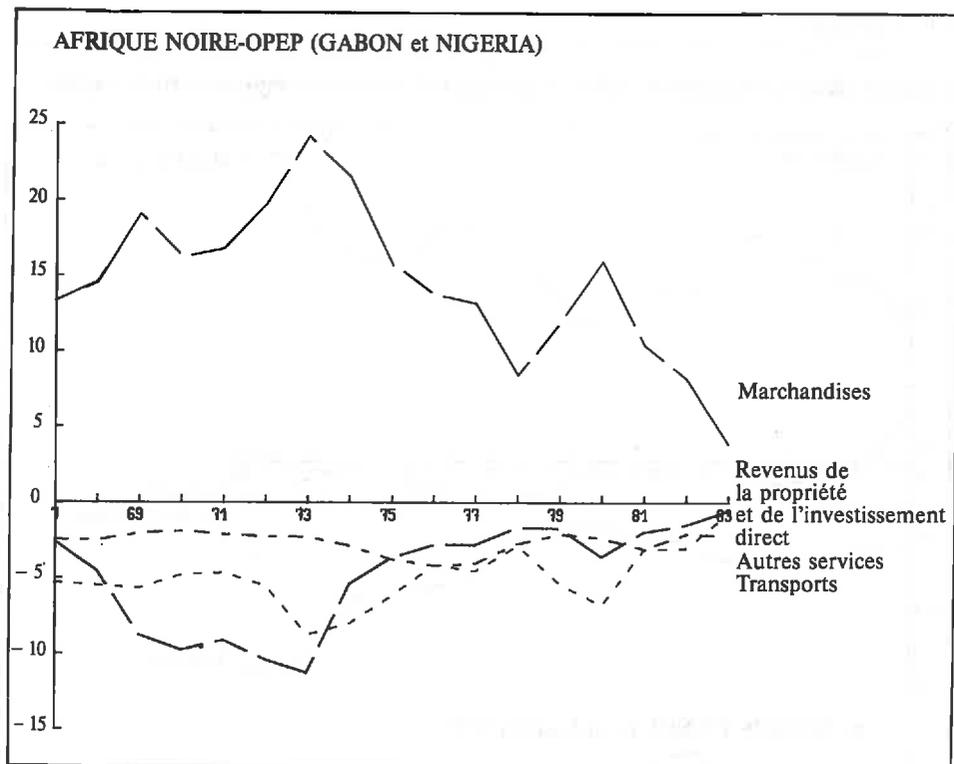
8. Le cas des Pays-Bas et de la zone pays scandinaves est lui aussi marqué par l'importance des recettes énergétiques.

GRAPHIQUE 6

Un déficit massif des invisibles pour les pays de l'OPEP





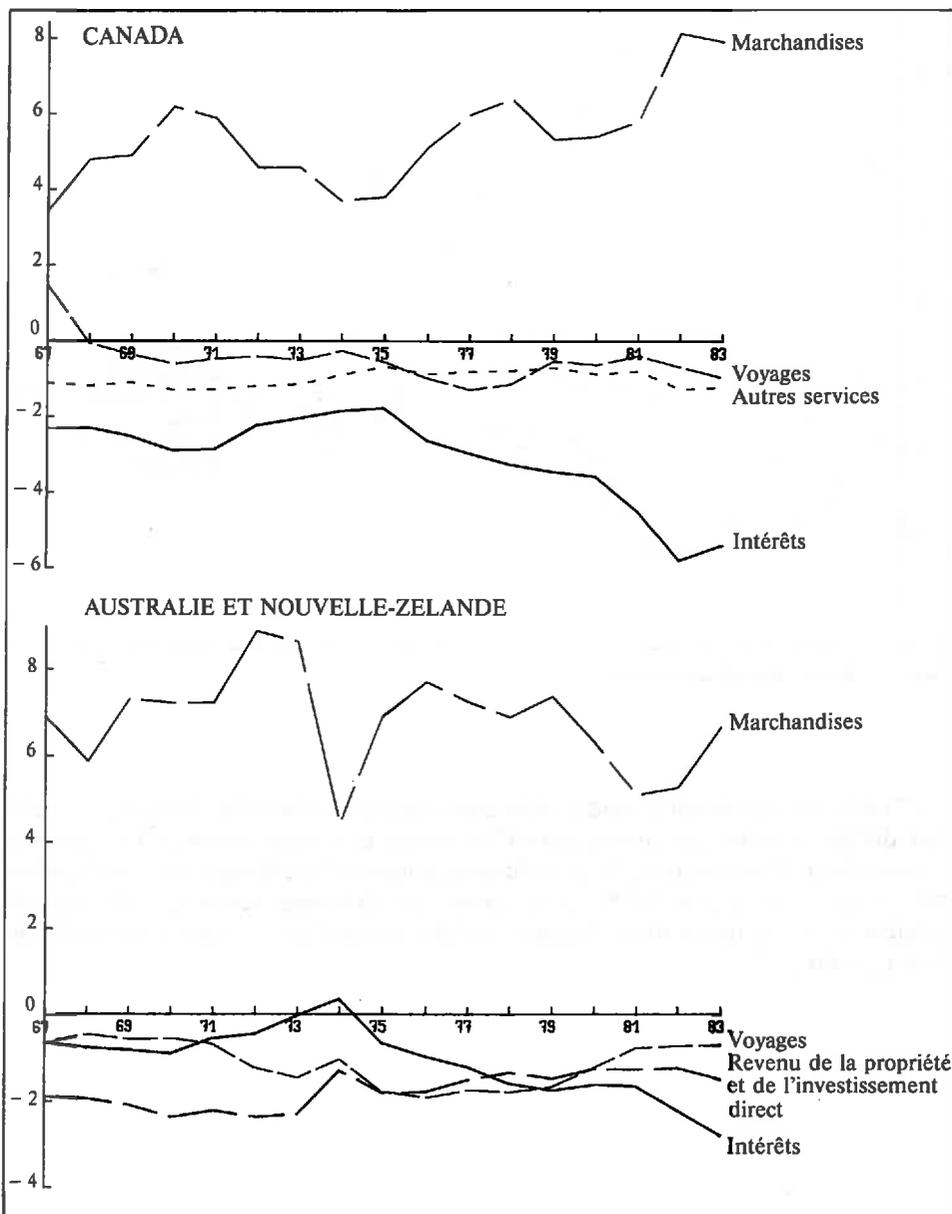


Source : CHELEM - Balance des paiements

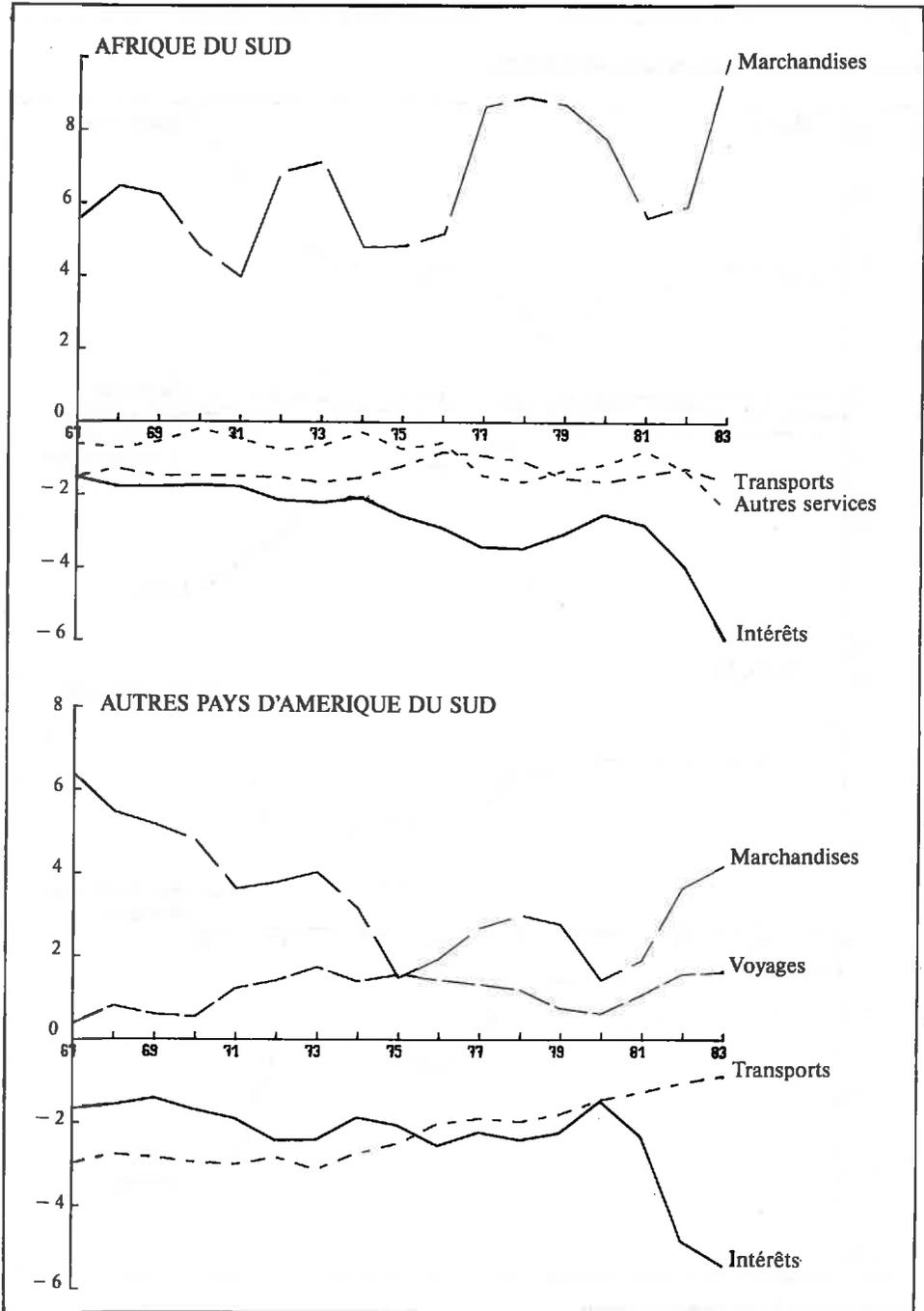
C'est le cas ensuite du Canada, de la zone Australie-Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud et de la zone autres pays d'Amérique latine (qui comprend notamment l'Argentine). Pour ces pays, la contribution positive des échanges de marchandises est comprise entre 5 et 10 % de la valeur des échanges courants, elle apparaît comme la contre-partie de la charge d'intérêts auxquelles ces régions doivent faire face (graphique 7).

GRAPHIQUE 7

Le poids des intérêts dans la balance courante de certaines régions périphériques

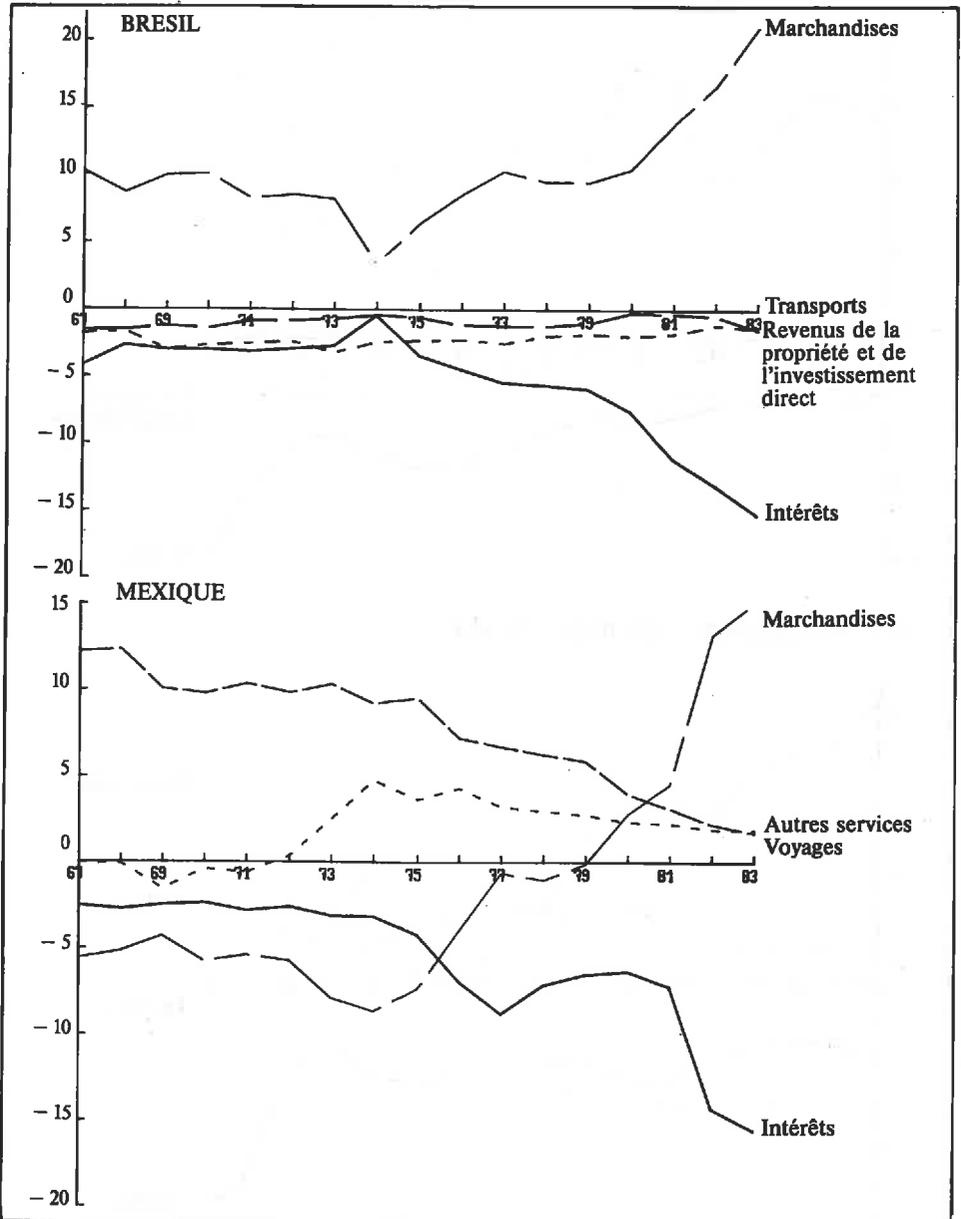


Source : CHELEM - Balance des paiements



GRAPHIQUE 8

Les deux grands pays latino-américains



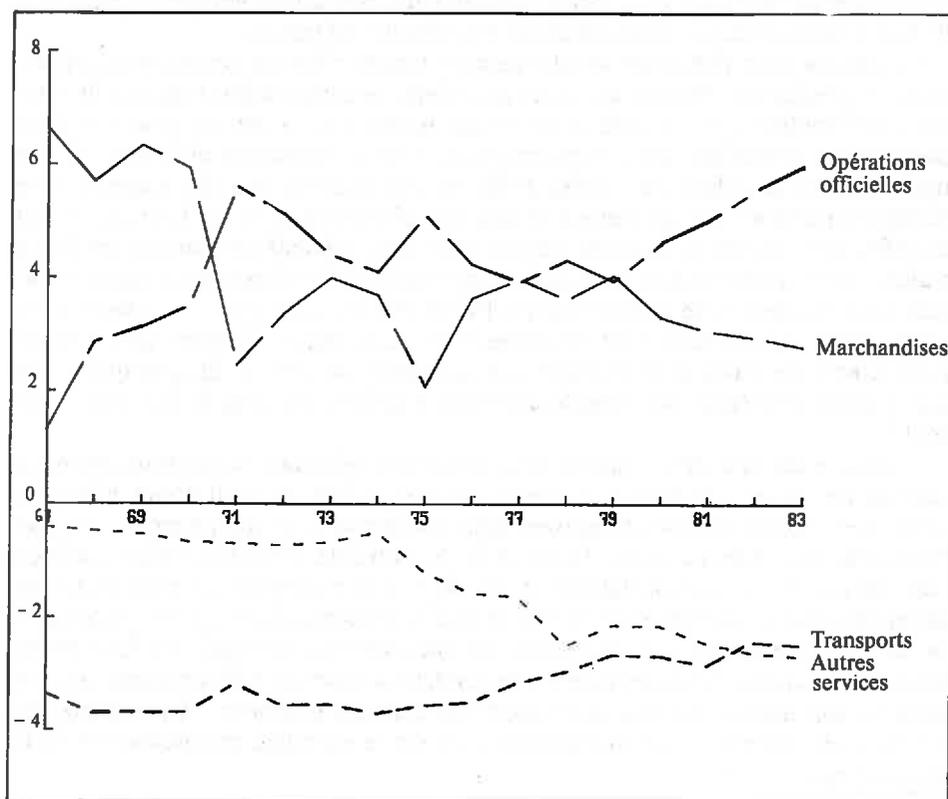
Source : CHELEM - Balance des paiements

Le cas du Brésil et du Mexique est particulier dans la mesure où la contribution de plus en plus négative des intérêts à payer est compensée par un excédent de marchandises et ce même dans le cas du Mexique où la contribution positive des voyages a fortement baissé pour égaler aujourd'hui celle des autres services (graphique 8).

Enfin le graphique relatif à la zone Afrique noire (non OPEP) illustre la situation des pays à insertion traditionnelle mais incapables, de dégager avec leurs seules ventes de matières premières un excédent commercial suffisant pour couvrir les achats de transports et d'autres services. C'est désormais l'aide publique — qui représente ici l'essentiel des opérations officielles — qui assure la contribution positive la plus importante à l'équilibre courant (graphique 9).

GRAPHIQUE 9

Le cas de l'Afrique noire non-OPEP



Source : CHELEM - Balance des paiements

Les régions du Sud exportatrices de services

A côté de ces zones à insertion traditionnelle, la « périphérie » des grands pays industriels comprend un ensemble de zones qui, si elles importent aussi des biens intermédiaires et des biens d'équipement, les règlent non pas avec des matières premières (dont elles sont généralement démunies) mais en essayant de tirer parti de l'abondance relative de leur main-d'œuvre (graphique 10).

Le cas des pays méditerranéens d'Afrique septentrionale et de l'Europe méridionale en est un premier exemple. C'est avec les recettes liées au travail à l'étranger de leur main-d'œuvre et aux voyages qu'ils « paient » leur déficit commercial et les intérêts de leur dette.

La configuration des opérations courantes de l'Inde est proche de celle des deux zones précédentes, le déficit des transports prenant la place des intérêts et le déficit des marchandises n'apparaissant qu'après la hausse du prix du pétrole.

Les autres pays d'Asie ont une configuration d'opérations courantes qui présente des traits communs avec la balance indienne. A une contribution structurellement négative des transports s'ajoute celle de plus en plus négative du solde commercial compensée par celle qui reste non négligeable des opérations gouvernementales et, de façon croissante, par un excédent des revenus liés au travail.

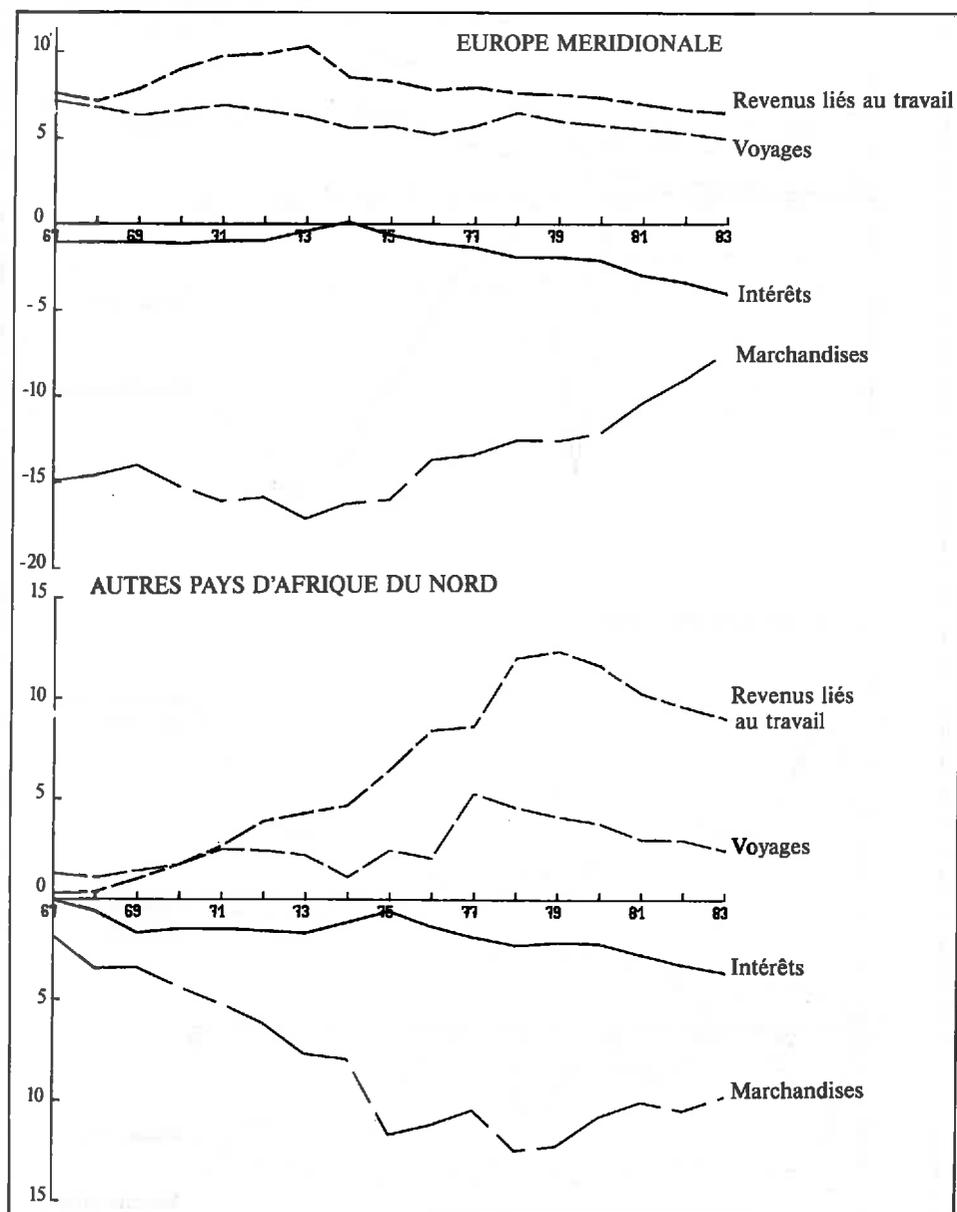
Le cas des pays d'Asie en développement rapide offre un contraste significatif avec les précédents. Malgré les chocs pétroliers, la contribution négative du solde des marchandises a été réduite à un niveau modeste et la contribution fortement positive des opérations gouvernementales (liée ici à l'assistance militaire) est remplacée depuis le milieu des années 1970 par une contribution des autres services (dont l'importance est identique à ce que l'on observe dans le cas français). C'est, en effet, par des ventes d'autres services (qui comprennent notamment les grands travaux de l'ingénierie) que les pays de la zone Asie en développement rapide valorisent leurs ressources de main-d'œuvre. Plutôt que d'« exporter » directement leur main-d'œuvre, comme le font les autres pays de la région, ils tirent partie de son coût relativement bas pour exporter une prestation de service. Ils appliquent ainsi une logique d'intégration verticale analogue à celle suivie dans le domaine industriel⁹.

L'analyse du rôle que jouent les échanges d'invisibles dans la division internationale du travail permet ainsi de préciser l'image que l'on en avait donné précédemment. Les régions fortement engagées dans des relations de complémentarités pour les échanges de marchandises (Japon et RFA d'un côté, pays à insertion traditionnelle de l'autre) sont importatrices d'invisibles. Les autres grands pays industriels dégagent au contraire des excédents d'invisibles en particulier pour les autres services et le tourisme, excédents qui jouent un rôle crucial dans l'équilibre de leurs opérations courantes ; mais ces opérations tendent à jouer un rôle analogue pour les pays du Sud qui ne sont pas exportateurs de matières premières. Ainsi se trouvent en place les ressorts d'une concurrence dont on va examiner maintenant les différents aspects.

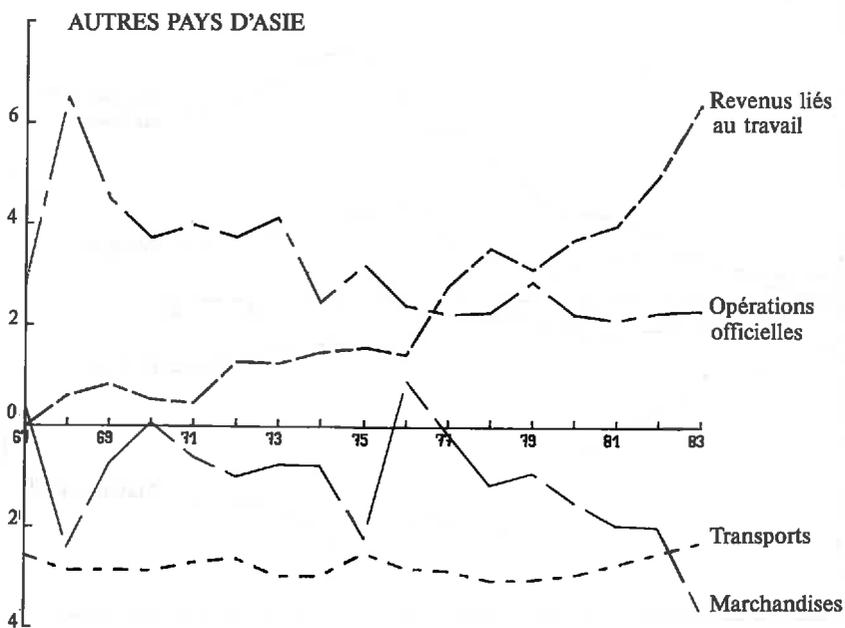
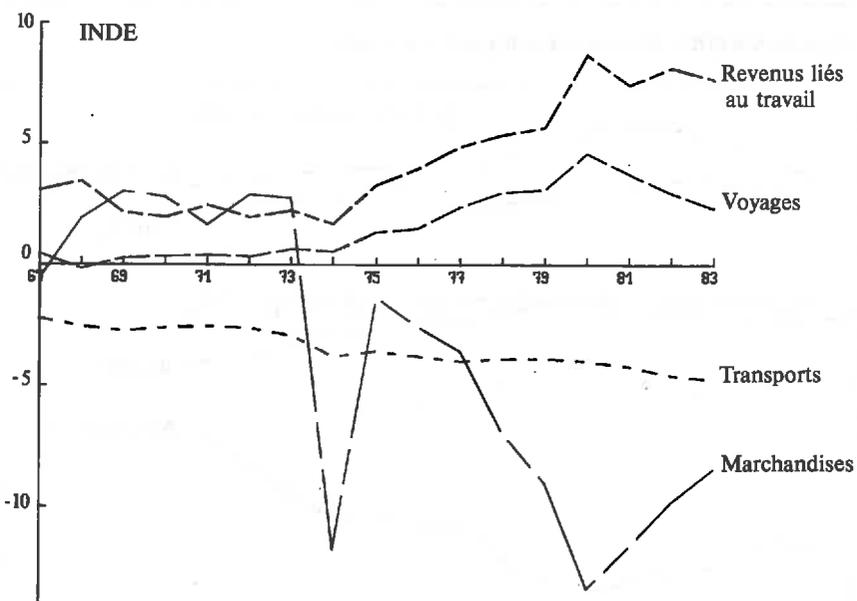
9. Voir CEPPI : « Les économies industrialisées face à la concurrence du Tiers Monde, le cas de la filière textile », La Documentation Française 1978.

GRAPHIQUE 10

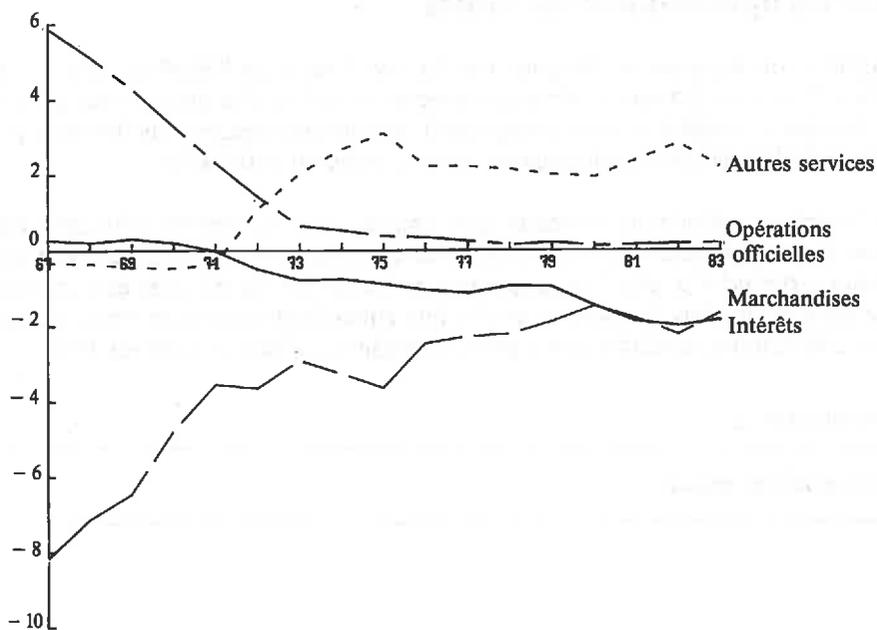
Les régions périphériques à main-d'œuvre abondante



Source : CHELEM - Balance des paiements



ASIE DU SUD EN DEVELOPPEMENT RAPIDE



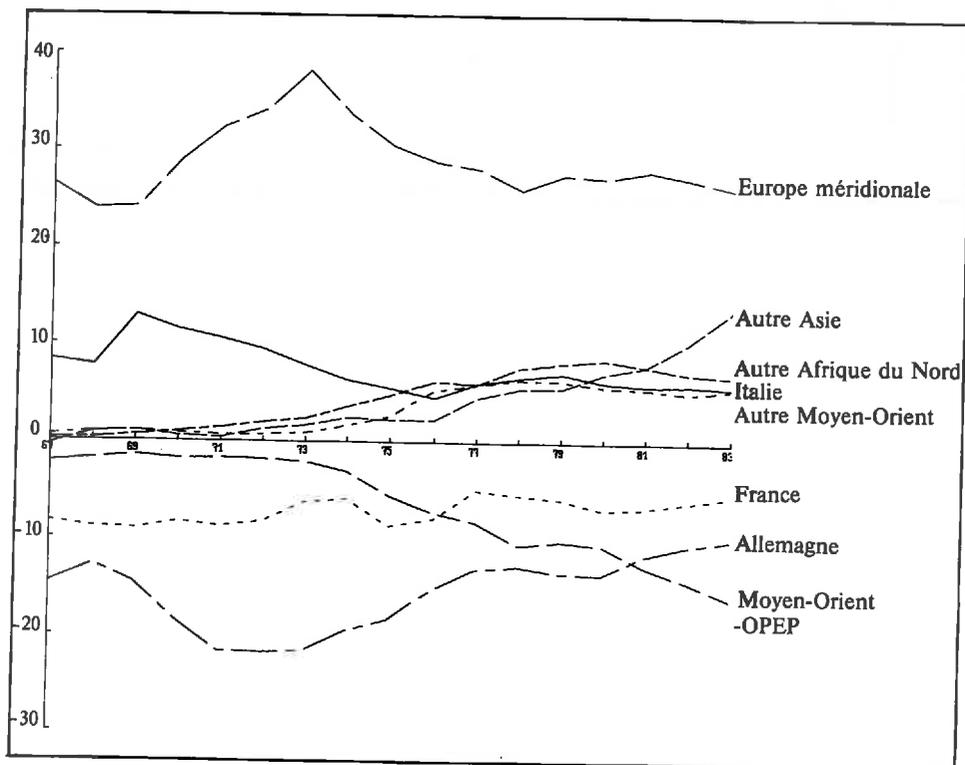
Configurations mondiales des excédents et déficits pour les opérations d'invisibles

Après avoir examiné le rôle joué par les invisibles dans l'équilibre courant des différents pays « ou zones », il reste maintenant à voir quelle place ils occupent sur le « marché » mondial des sept catégories d'opérations retenues : quelles sont, pour chacune d'elles, les principales régions excédentaires ou déficitaires ?

L'indicateur utilisé pour effectuer cette analyse est le rapport du solde de chaque région pour l'opération considérée au total des transactions mondiales pour cette opération (*encadré p. 64*). Les graphiques présentés ici ont été triés de façon à ne faire apparaître, dans chaque cas, que les huit zones dont la position nette, excédentaire ou déficitaire, tendait à être la plus importante au début des années 1980.

GRAPHIQUE 11

Revenus liés au travail



Source : CHELEM - Balance des paiements

« Services facteurs » et opérations officielles

La première opération concerne les revenus liés au travail (graphique 11) qui met clairement en évidence la dualité centre-périphérie, liée à la division internationale du travail. Les zones périphériques du pôle industriel européen — Europe méridionale et Afrique du Nord — s'opposent ici aux principaux pays européens, France, Allemagne et aussi les pays alpins. L'utilisation massive d'une main-d'œuvre immigrée, peu qualifiée, dans les industries européennes a créé une situation de forte dépendance structurelle des zones périphériques. Une situation du même type s'est établie récemment pour les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient qui ont fait appel à une main-d'œuvre étrangère provenant des autres pays de la zone et d'Asie.

Pour les revenus liés à la rémunération du capital on distingue deux types de configurations :

— la première est associée aux revenus de l'investissement direct et des ventes de technologies (graphique 12) ; elle est dominée par la position des Etats-Unis. Les recettes nettes américaines représentent ici plus de 50 % des flux mondiaux. Les contreparties de l'excédent américain se trouvent dans les déficits des pays exportateurs de pétrole. Un seul pays industriel émerge avec une position débitrice : l'Allemagne fédérale ;

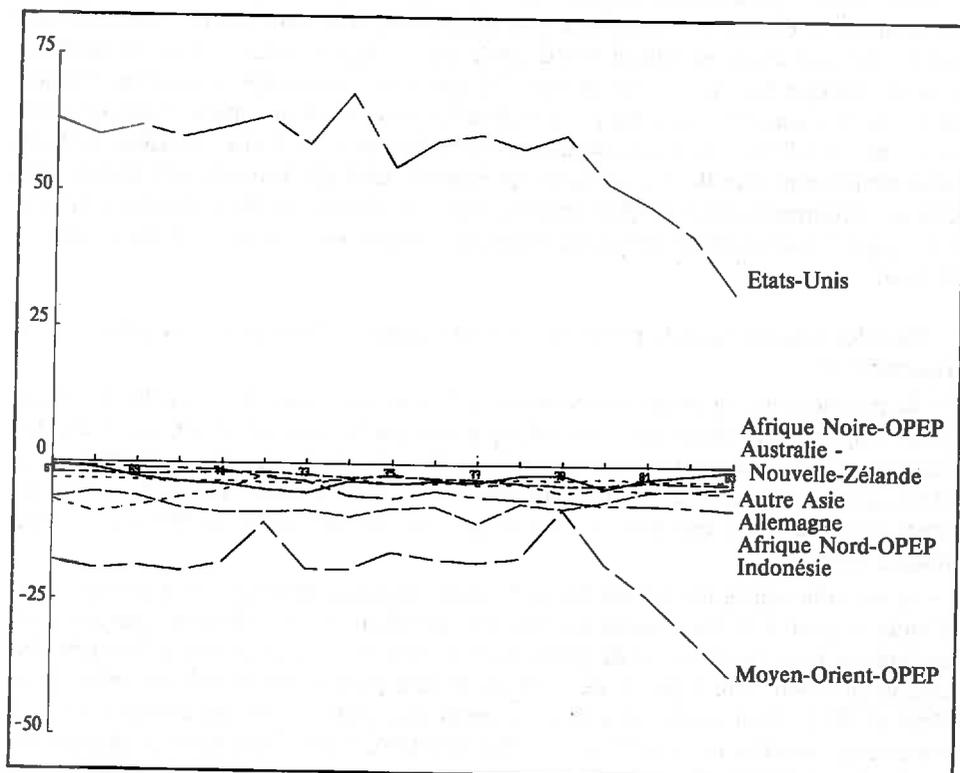
— la seconde configuration est liée aux investissements financiers et aux problèmes d'endettement. Les Pays alpins gardent leur position structurellement excédentaire, malgré un tassement en fin de période. Par contre, les Etats-Unis effectuent une ascension fulgurante à partir de 1974 après une période de déficit accentué entre 1969 et 1973. Il est intéressant de remarquer que cette ascension concorde avec la montée des recettes d'intérêts que les pays de l'OPEP ont tirées de leurs placements sur les marchés financiers, (les Etats-Unis, ayant joué un rôle de plus en plus central dans le recyclage des capitaux pétroliers). Dans le bas du graphique 13, les positions débitrices des pays endettés s'accumulent à des niveaux à peu près comparables (avec les pays d'Amérique latine en première position)¹⁰.

Enfin, l'examen des principales parties prenantes aux opérations officielles fait apparaître d'importants changements survenus au cours des années 1970 (graphique 14). Pour les services et transferts officiels en effet une opposition très nette apparaît dans l'évolution des Etats-Unis et de la zone Moyen-Orient-OPEP : au désengagement américain sur les dépenses officielles à l'étranger se substitue l'augmentation des transferts et dépenses officielles de l'OPEP. Cette évolution est la

10. Il faut remarquer que l'asymétrie mondiale des flux d'intérêts (plus de 40 milliards de dollars d'excès de débits sur les crédits en 1982) rend difficile l'appréciation exacte des positions des différentes zones. Dans une étude sur les « désajustements mondiaux des balances des paiements » (*Economie prospective internationale* n° 17), une simulation de l'harmonisation mondiale — mise en cohérence des balances par un algorithme de ventilation des écarts statistiques par zone — a été effectuée ; les résultats montrent une augmentation des recettes d'intérêt des pays industrialisés et notamment pour les Etats-Unis cela amènerait à doubler pratiquement leur position créditrice entre 1980 et 1982.

GRAPHIQUE 12

Les revenus de la propriété industrielle et de l'investissement direct



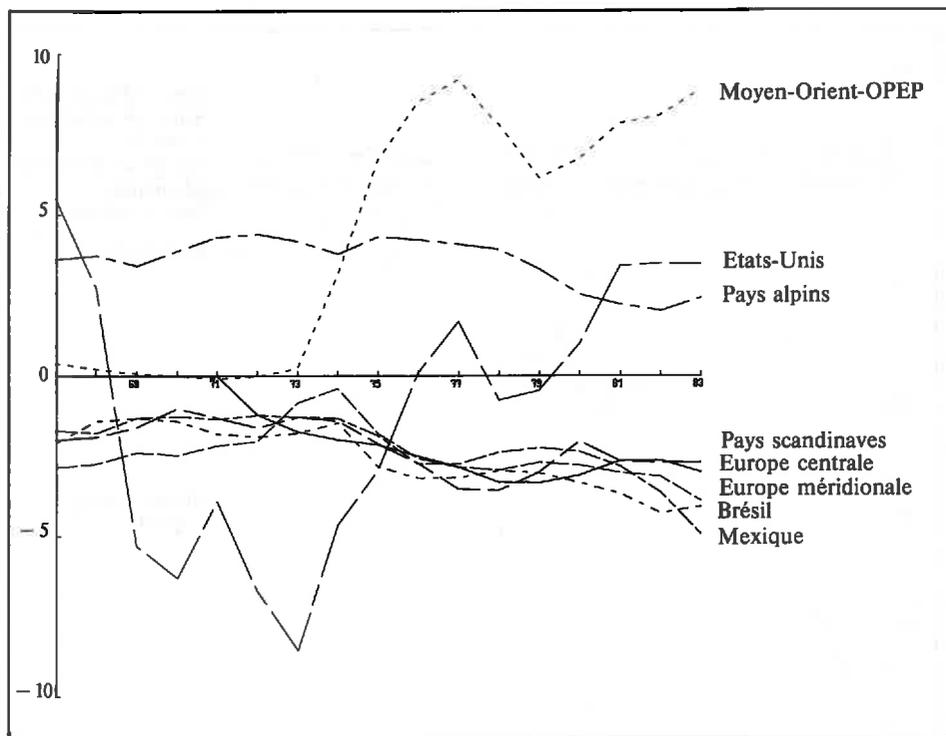
Source : CHELEM - Balance des paiements

résultante de deux effets conjugués. D'une part, les pays de l'OPEP se sont engagés dans l'aide au Tiers Monde tandis que les Etats-Unis diminuaient en termes relatifs leur contribution ; d'autre part, et concernant les services officiels — essentiellement les services militaires —¹¹ les dépenses des Etats-Unis se réduisent substantiellement avec l'arrêt de la guerre du Vietnam, alors que dans les régions du Moyen-Orient les prestations de services de ce type se développent. Les zones ayant des positions créditrices sont, soit des zones périphériques qui dépendent de l'aide officielle, tels les autres pays d'Afrique Noire, du Moyen-Orient et d'Asie, soit des pays dans lesquels il existe des bases militaires internationales, telles l'Allemagne et la Corée (l'Europe méridionale étant un cas mixte).

11. « Tendances dans les échanges d'invisibles », document de travail du CEPII, mai 1984.

GRAPHIQUE 13

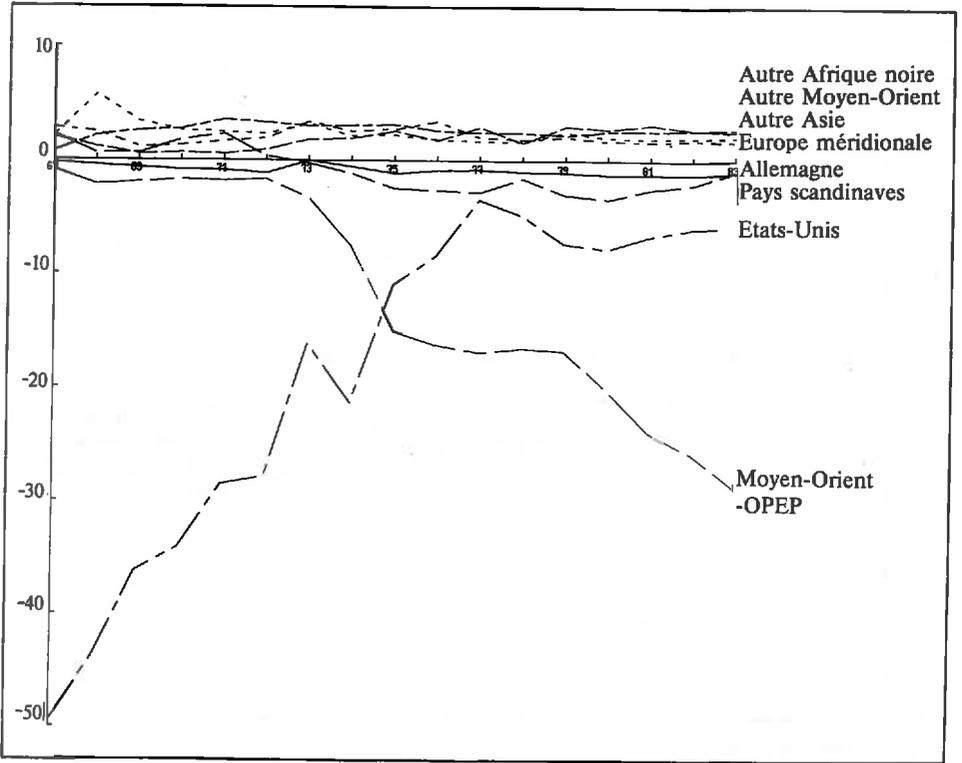
Les intérêts



Source : CHELEM - Balance des paiements

GRAPHIQUE 14

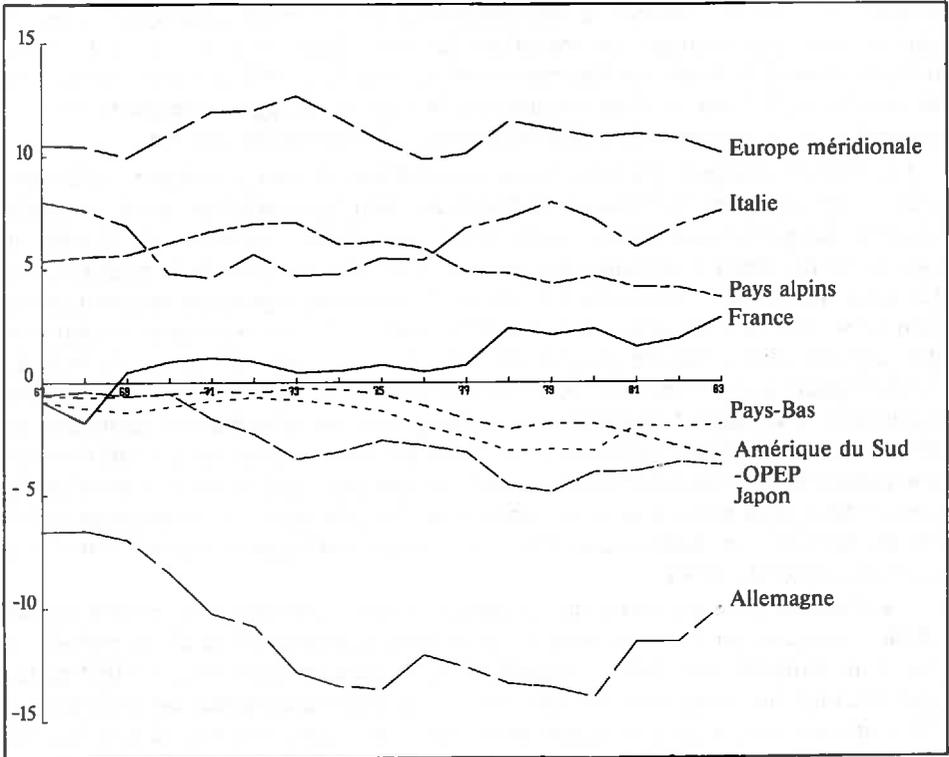
Les opérations officielles



Source : CHELEM - Balance des paiements

GRAPHIQUE 15

Les voyages



Source : CHELEM - Balance des paiements

Les positions sur les marchés concurrentiels

Pour les quatre catégories d'opérations vues jusqu'ici, c'est seulement par commodité que l'on parle d'un marché des opérations concernées. Leur logique relève plus de relations de domination/dépendance ou de proximité géographique que de concurrence (par exemple, les transferts des travailleurs migrants entre l'Europe industrialisée et le bassin méditerranéen où les transferts officiels entre les pays du Moyen-Orient). Pour les trois opérations suivantes — voyages, transports et autres services — la concurrence internationale est bien la logique dominante.

Les flux de voyages, qui recouvrent essentiellement, aux problèmes statistiques près ¹², les dépenses touristiques à l'étranger sont les opérations pour lesquelles l'inertie des positions acquises semble être la plus forte (graphique 15). La hiérarchie entre les zones excédentaires est assez nette tout au long de la période, avec l'Europe méridionale en première position. Il faut noter cependant la lente diminution du solde des Pays alpins sous les effets conjugués des avantages de change et des intenses campagnes de promotion touristique des pays d'Europe du Sud. La France quant à elle a, depuis 1978, des recettes nettes voisines de 2-3 % des flux mondiaux de voyages. L'Allemagne et le Japon sont les principaux consommateurs de services touristiques, suivis des Pays-Bas et paradoxalement des pays de l'Amérique latine-OPEP (Vénézuéla et Equateur). Il faut peut être associer la position des pays d'Amérique latine à certaines formes de fuite de capitaux directement en billets de banque, l'évaluation des débits de voyages s'effectuant souvent à partir de celle des sorties de billets.

La situation pour les transports (graphique 16) traduit aussi une certaine stabilité de la configuration des excédents et des déficits depuis le début de la période. Le fait marquant est sans doute l'apparition de la zone Moyen-Orient-OPEP en tant que premier consommateur international. Les graphiques ayant été triés pour ne faire apparaître que les principales positions, il est utile d'ajouter ici une information complémentaire pour mettre en évidence le phénomène de concurrence qui explique, malgré l'ouverture des marchés du Moyen-Orient, le déclin des positions des trois zones européennes (Pays scandinaves, Pays-Bas, et les Iles britanniques) (tableau 3).

TABLEAU 3

Valeur de l'indicateur pour les autres zones à position excédentaire sur le marché des transports

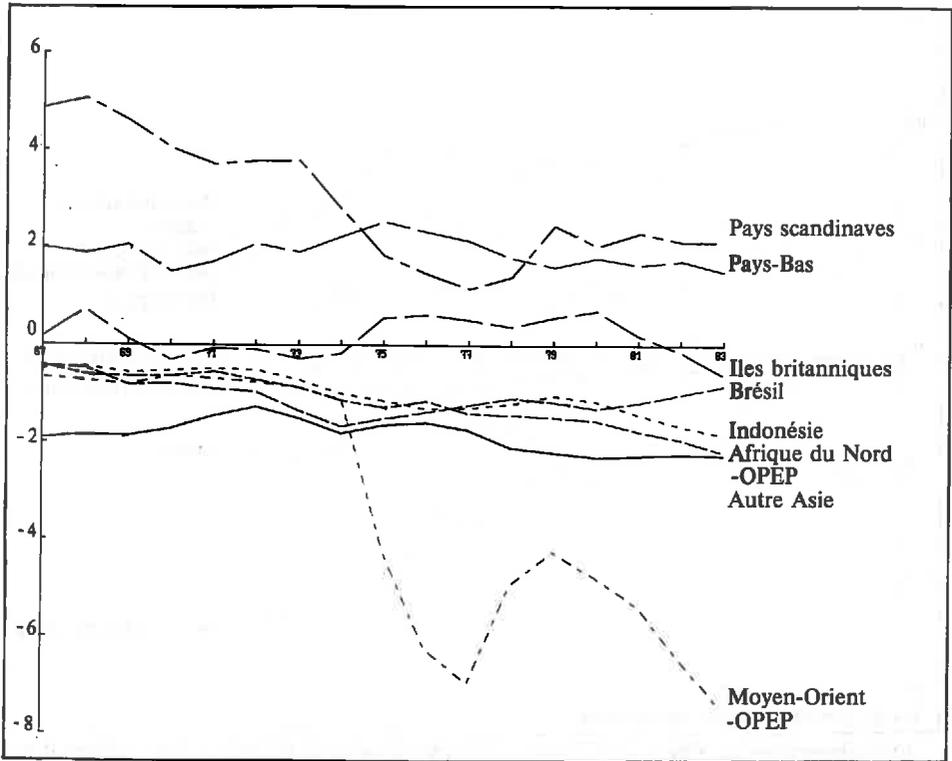
	1970	1976	1982
Asie en développement rapide	0,01	0,50	1,65
Europe méridionale	0,47	0,60	1,06
Belgique, Luxembourg	0,48	0,80	0,95
Etats-Unis	1,41	1,57	1,46

Source : Calculs CEPIL.

12. Voir annexe 1 sur la description des statistiques utilisées.

GRAPHIQUE 16

Les transports



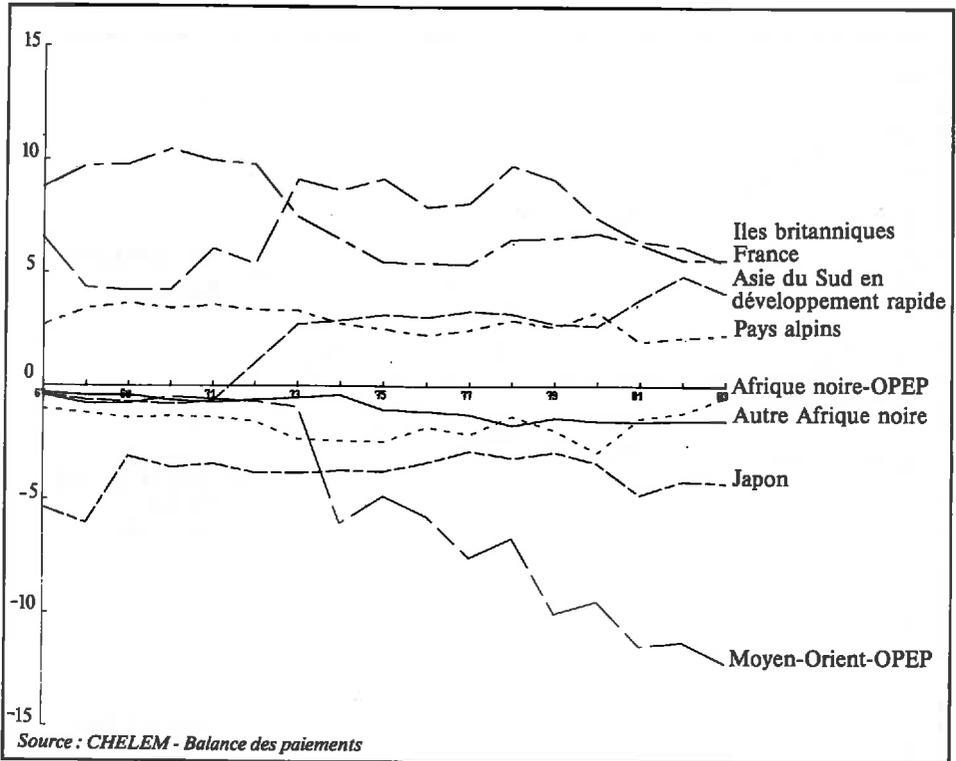
Source : CHELEM - Balance des paiements

La progression des deux zones périphériques avec au premier plan l'Asie du Sud en développement rapide, les place en concurrence directe avec les pays industrialisés traditionnellement bien positionnés sur ce type de services.

Pour terminer cette vision mondiale des marchés d'invisibles, il reste à considérer les positions sur les autres services. Cette catégorie regroupe des « créneaux », actuellement dynamiques, en matière de services proprement dits : communications, informatique, travaux publics, etc. Le graphique 17 montre que la France est assez bien placée sur ce marché, suivie de très près par les Iles britanniques. Ces deux pays sont directement concurrencés par les pays d'Asie en développement rapide qui améliorent encore leur position en fin de période. Deux positions sont très stables, celles du Japon et des Pays alpins respectivement en déficit et en excédent. La position très déficitaire de la zone Moyen-Orient-OPEP est un trait dominant de la configuration des échanges mondiaux pour cet ensemble d'activités.

GRAPHIQUE 17

Les autres services



Des observations effectuées émerge une interrogation évidente concernant l'évolution future des marchés d'invisibles : étant donné le rôle joué par les pays de l'OPEP, en tant que consommateurs très substantiels de services qu'advient-il des possibilités de réaliser des excédents importants d'invisibles, dans les années à venir ? Ceci est une question essentielle pour les pays comme la France qui s'appuient sur leurs échanges d'invisibles pour faire face à un déficit commercial persistant. Si les marchés des pays pétroliers se rétrécissent avec la diminution de leurs revenus, la concurrence risque de se durcir entre les grands pays industriels. En même temps, la pression accrue exercée pour un certain nombre de ces services par les pays du Sud va forcer les pays industriels qui voudront maintenir une position excédentaire à renouveler et diversifier la gamme de leurs prestations en particulier dans le domaine des autres services. Des réactions de protection sont alors à craindre dans les pays du Sud soumis à une contrainte financière sévère, mais aussi dans les pays du Nord préoccupés moins par le poids des importations de tels services sur leur équilibre courant, que par les situations de dépendance stratégique dont elles peuvent devenir le support. Tels semblent être les principaux enjeux des négociations du GATT.

ANNEXE 1

Descriptif des regroupements utilisés des postes de la nomenclature FMI

	Nos de postes FMI	Libellés	Contenu	Problèmes statistiques
Revenus liés au travail	27,28	Revenus du travail	Salaires, traitements et autres rémunérations des travailleurs effectuant un travail pour une entité économique ayant la résidence différente de la leur.	Ce poste n'est pas servi par un grand nombre de pays et très souvent les flux correspondants sont classés dans les postes 31 et 32 (autres biens, services et revenus, n.c.a.). En outre, le problème de la détermination de la résidence (séjours supérieurs à une année) pose celui de la distinction entre les travailleurs et les migrants (dont les revenus n'entrent en balance des paiements que lorsqu'ils sont envoyés dans le pays d'origine, étant considérés alors comme des transferts sans contrepartie).
	33,34	Transferts des migrants	Contre-inscriptions de flux de biens et de variations d'avoirs financiers dues à la migration de particuliers.	Voir remarque pour les postes 27,28. Il existe aussi des glissements possibles entre ces postes et les transferts officiels par un mauvais enregistrement croisé entre les secteurs officiels et privés.
	35,36	Envois de fonds des travailleurs	Transferts des migrants qui ont un emploi dans une nouvelle économie, dont ils sont considérés comme résidents.	
	37,38	Autres transferts privés		
Revenus de la propriété et de l'investissement direct	13,14	Autres revenus d'investissement direct	Revenus rapatriés de capitaux d'investissement direct.	La base de recensement statistique est parfois incomplète (procédure par enquêtes sur un échantillon d'entreprises) et en outre il se produit des glissements statistiques avec les autres revenus d'investissement.
	29,30	Revenus de la propriété	Revenus d'avoirs invisibles non financiers (principalement des brevets, droits d'auteur, droits de licence, etc.).	Voir remarque concernant la disponibilité des données sur les revenus du travail.
Intérêts	15,16	Autres revenus d'investissement du secteur officiel résident	Ces revenus comprennent les intérêts perçus au titre de dépôts, prêts sous forme de titres et autres prêts, ainsi que tous les dividendes de parts sociales (hors investissement direct).	Le problème fondamental concernant ces flux est la sous-déclaration systématique des recettes au niveau mondial (environ 100 milliards de USD d'écart statistique cumulé entre 1980-1982).

Intérêts	17,18	Autres revenus d'investissement du secteur officiel étranger		
	19,20	Autres revenus d'investissement		
Opérations officielles	21,22	Services inter-officiels	Les transactions officielles sont celles des administrations ou des banques centrales.	Les flux classés dans ces postes recourent pour une grande partie des transactions d'ordre militaire.
	23,24	Autres services du secteur officiel résident	Normalement devraient être classées dans ces catégories toutes les opérations faisant intervenir au moins un secteur officiel, n'ayant pas été classé ailleurs dans la balance.	Le caractère parfois confidentiel de ces services peut créer des difficultés de recensement statistique. L'asymétrie est d'ailleurs très fortement négative ce qui laisse supposer une sous-déclaration des recettes au niveau mondial.
	25,26	Autres services du secteur officiel étranger	Les principales opérations concernent : 1) Ambassades et consulats à l'étranger. 2) Etablissements militaires et autres établissements. 3) Organisations militaires communes. 4) Services d'ordre militaire fournis ou reçus. 5) Autres biens et services n.c.a. fournis ou reçus par le gouvernement.	En outre des problèmes de classification entre services officiels et services privés existent lorsque c'est un secteur privé qui déclare la transaction.
	39,40	Transferts inter-officiels	Dons de ressources réelles et avoirs financiers qui font intervenir au moins un secteur officiel entre les pays partenaires.	Voir remarques sur les transferts privés.
	41,42	Autres transferts du secteur officiel résident		
	43,44	Autres transferts du secteur officiel étranger		

Voyages	9,10	Voyages	Biens et services fournis aux personnes séjournant moins d'un an dans une économie, voyageurs d'affaires, étudiants, stagiaires, touristes, etc.	Le recensement des flux de voyages pose des problèmes statistiques évidents. L'asymétrie mondiale est cependant assez faible ce qui laisse penser que les biais statistiques sont symétriques entre les pays partenaires ; les flux de voyages sont recensés souvent à partir des relevés d'opérations de change (cas de la France), quelques pays procèdent par enquêtes (par exemple, USA ou UK où il n'y a pas de contrôle des changes).
	3,4	Expéditions	Service de fret, assurance et autres services de distribution relatifs aux marchandises.	Au niveau mondial on constate une asymétrie ¹ importante (30 milliards de dollars US en 1982). Les crédits sont sous-évalués pour certains pays (pavillons de complaisance, etc.) et les débits sont probablement sur-évalués lors du passage caf-fob des importations. Beaucoup de pays font mal la distinction entre ces deux postes ou ne servent pas les postes (5,6) (cas de la France).
Transports	5,6	Services aux passagers	Services de transports et autres services fournis en cours de voyage aux passagers.	
	7,8	Autres transports	Services portuaires, affrètement de véhicules, etc.	
Autres services	31,32	Autres biens, services et revenus c.n.a.	Biens, services et revenus qui ne sont pas explicitement classés à d'autres postes. Principales composantes : — Assurance autre que sur les marchandises — Communications — Publicité — Courtage — Services de gestion — Transformation et réparation des marchandises dont le propriétaire est résident d'une autre économie — Négoce international de marchandises — Services professionnels et techniques (Engineering) — Activités de construction, BTP — Opérations non ventilées.	Le problème principal concernant ce poste tient à son hétérogénéité. Parmi les sous-composants on trouve quelques-uns des « créneaux » dynamiques en matière d'échanges de services. Certains pays fournissent des détails supplémentaires dans une nomenclature non standard ce qui rend impossible des comparaisons internationales. On retrouve aussi dans ce poste des « résidus » qui n'ont pas été classés ailleurs par manque d'information, tels que des services officiels ou des opérations non ventilées.

¹ Asymétrie : écart statistique entre les totaux mondiaux — qui normalement devraient être égaux —, des crédits et débits pour une opération donnée.

² Les définitions de l'encadré proviennent du IV^e manuel de la Balance des paiements du FMI, 1977. Pour les problèmes statistiques voir aussi « Les désajustements mondiaux de balance des paiements » EPI n° 17, 1^{er} trimestre 1984.

ANNEXE 2

Découpages géographiques et sectoriels de la banque de données CHELEM

Découpage géographique en 32 zones

Zone CHELEM	Détail des pays
Etats-Unis Canada France	Y compris Porto-Rico
UEBL Allemagne Fédérale Italie Pays-Bas Iles Britanniques Pays Scandinaves Pays alpins Europe méridionale	Y compris Monaco, à l'exclusion des départements et territoires d'Outre-mer Belgique, Luxembourg
Japon Australie, Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni, Eire Suède, Norvège, Danemark, Islande, Finlande Autriche, Suisse, y compris le Liechtenstein Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, Yougoslavie, Israël, Chypre, Malte, Gibraltar, Europe n.d.a.
Afrique du Sud Amérique OPEP Mexique Brésil	Vénézuéla, Equateur
Autres pays d'Amérique Latine Afrique du Nord OPEP Moyen-Orient OPEP Afrique du Nord non OPEP Moyen-Orient non OPEP Afrique noire OPEP Afrique noire non OPEP Asie du Sud OPEP	Algérie, Libye Irak, Arabie Saoudite, Emirats, Iran Maroc, Tunisie, Egypte, Soudan Syrie, Liban, Jordanie, Yémen Nord, Yémen Sud Nigeria, Gabon
Inde Asie du Sud en développement rapide	Indonésie
Autres pays d'Asie du Sud Union Soviétique Europe centrale	Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taïwan (province de) Y compris l'Océanie n.d.a.
Chine Indochine	Albanie, Allemagne démocratique, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie Y compris Corée du Nord Vietnam, Cambodge, Laos